



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Gap, le **25 OCT. 2023**

Le préfet  
à  
Madame la présidente  
du tribunal administratif  
de Marseille.

**Objet :** Requête de l'association MOUNTAIN WILDERNESS et autres c/ PREFECTURE DES HAUTES ALPES – mémoire complémentaire suite à l'audience du 29/10/2023

**Références :** Dossier n° 2309062 – Votre transmission du 10/10/2023 par Télérecours.

Lors de l'audience qui s'est tenue le jeudi 19 octobre 2023, les questions de l'atteinte potentielle portée par le projet au gypaète barbu et à l'habitat de l'androsace du Dauphiné ont été évoquées.

A titre liminaire, en ce qui concerne l'atteinte du gypaète barbu, les requérantes faisaient état d'une éventuelle atteinte à cette espèce dans leur recours gracieux mais n'en font plus mention dans les éléments développés au soutien de leur argumentation.

Cela étant, pour la parfaite information du juge des référés mais aussi des associations requérantes, nous vous confirmons que l'analyse de l'éventuelle atteinte à cette espèce permet de conclure à l'absence de risque caractérisé d'atteinte à cette espèce du fait de la mise en œuvre du projet.

L'espèce a bien été prise en compte dans l'état initial de l'étude d'impact, avec l'identification de la présence d'une zone de nidification à environ 4 km du projet.

Dans son avis du 20 octobre 2022, l'AE-IGEDD a considéré que « le glacier [pouvait] être traversé par de grands rapaces lors de leurs déplacements entre massifs, mais il ne [constituait] pas un milieu favorable du fait de l'absence de nourriture et du manque de portance au vol, ce qui réduit significativement le risque d'incidences.

Toutefois, la présence d'une aire de nidification de Gypaète barbu à environ 4 km au nord-ouest de la zone de projet sur le versant opposé de la vallée de la Haute Romanche, et donc de jeunes inexpérimentés, augmente l'impact potentiel que pourra avoir le projet ».

Sur la base de ces éléments, l'autorité environnementale a formulé la recommandation suivante : « *mettre en œuvre le balisage visuel des câbles pour les rapaces, à défaut de démontrer l'absence d'impact probable* ».

En réponse à l'avis de l'AE-IGEDD, le maître d'ouvrage a complété la mesure MR5 de son étude d'impact, en prévoyant la mise en place d'un système de visualisateurs pour l'avifaune et particulièrement pour les grands rapaces, fonctionnant tant en période diurne que nocturne (pièce adverse n° 4 : Mémoire en réponse à l'avis de l'AE-IGEDD, p. 17 ).

Comme l'a relevé l'autorité environnementale, le site d'implantation du projet ne constitue pas un habitat naturel favorable au gypaète barbu et apparaît suffisamment éloigné de la zone de nidification identifiée pour causer un impact significatif sur la reproduction de l'espèce.

Le Plan National d'Actions en faveur du Gypaète barbu, établi dans l'objectif de poursuivre et de renforcer, sur l'ensemble son aire de répartition, la conservation de cette espèce, définit des Zones de Sensibilité Majeure (ZSM ).

Ces zones sont destinées à informer de la présence d'une aire de reproduction d'une espèce sensible afin de limiter le dérangement pendant la phase de reproduction.

Cette ZSM se compose d'une zone cœur de 500 à 800 m linéaires et d'une zone tampon de 1 000 m linéaires environ autour des zones cœur, dans lesquelles les activités humaines, en particulier bruyantes, doivent être limitées pour limiter tout risque de dérangement (pièce jointe n°1 : extrait PNA ZSM).

Le projet est implanté dans une zone éloignée de la limite maximale prévue pour les ZPS (1,8 km), ce qui permet d'écarter ou à tout le moins de réduire très significativement le risque d'un dérangement de l'espèce pendant la reproduction, que ce soit en phase exploitation ou en travaux .

Par ailleurs, s'agissant du risque de collision, une mesure consistant à installer un balisage visuel des câbles a, ainsi qu'il l'a été exposé, prévue afin d'éviter le risque de percussio n d'un câble par les grands rapaces (cf. mémoire en réponse Ae p. 17).

La mise en place d'un tel dispositif correspond précisément aux recommandations du PNA afin de remédier à ce type de risque (pièce jointe n°2 : extrait PNA recommandation risque collision câble).

Cette mesure s'accompagne d'une mesure d'évitement pour limiter les impacts potentiels des survols en hélicoptère de la zone.

L'ensemble de ces éléments conduit à considérer que le risque d'atteinte à cette espèce n'est pas suffisamment caractérisé pour justifier la mise en œuvre des mesures sollicitées par les requérantes.

En ce qui concerne l'atteinte potentielle à l'habitat de l'Androsace, l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire en application du L411-1 et 2, stipule que pour, l'androsace pubescens, "*sont interdits, en tout temps et sur tout le territoire métropolitain, la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat*".

La notion de protection de l'habitat de l'espèce n'est pas reprise dans cet arrêté, contrairement aux arrêtés relatifs à la faune qui interdisent, pour certaines espèces "la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos".

Par ailleurs, cette espèce "peut être observée sur l'ensemble des alpes françaises et, plus à l'est, dans le valais et l'oberland bernois, en passant par l'Italie du Nord" (cf. pièce jointe n°3 ; fiche androsace pubescens, extrait de La flore des Alpes-Maritimes et de la Principauté de Monaco, originalité et diversité, V. Noble et K. Diadema (dir.), 2011) et ses habitats sont très largement présents dans tout l'arc alpin français (cf. pièce jointe n°4 et 5 : fiches habitats parois rocheuses et moraines, extrait de J.-C. Villaret et al., 2019 - Guide des habitats naturels et semi-naturels des Alpes, du Jura méridional à la Haute-Provence et des bords du Rhône au Mont-Blanc).

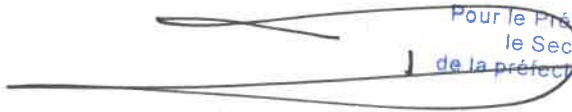
Son habitat n'est donc globalement pas menacé et l'espèce est classée en préoccupation mineure (LC) au niveau national.

Compte-tenu de la dimension réduite de la zone d'implantation des fondations du pilier – quelques m<sup>2</sup> de parois rocheuses – l'impact potentiel du projet sur l'habitat n'est, la encore, pas suffisamment caractérisé.

Par ces motifs, je ne peux que confirmer mes précédentes écritures, concluant :

- au rejet des conclusions des requérantes visant à suspendre la décision implicite opposée à leur demande tendant à ce qu'il soit enjoint à la Société d'Aménagement Touristique de la Grave (SATG) de déposer une demande de dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.
- au rejet des conclusions des requérantes visant à mettre en demeure le préfet des Hautes-Alpes de mettre en demeure le SATG de déposer cette demande de dérogation et, dans l'attente, de suspendre l'exécution des travaux en cours, et ce, dans un délai de 5 jours sous astreinte de 2 000 euros ;
- au rejet des conclusions des requérantes relatives au paiement de la somme de 5.000 euros au titre du L.761-1 du code de justice administrative.

Le préfet,

  
Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,  
de la préfecture des Hautes-Alpes  
**Benoît ROCHAS**

